

Face à l'impossibilité de former un nouveau gouvernement, comment l'Espagne pourrait revoter... et retrouver le même problème



Plus de deux mois après les élections législatives du 20 décembre, l'Espagne n'a toujours pas de gouvernement. Malgré les rumeurs de nouvelles élections en juin, la situation ne semble pas prête de se débloquer.

Avec Juan Pedro Quiñero

Atlantico : Plus de deux mois après les élections législatives du 20 décembre, l'Espagne n'a toujours pas de gouvernement. Comment en est-on arrivé là ?

Juan Pedro Quiñero : C'est la conséquence d'une crise exceptionnelle qui nous vient de très loin. On pourrait dire que le premier problème de l'Espagne, ce sont les Espagnols eux-mêmes ! Ils sont extrêmement divisés sur leur histoire, leur présent et leur avenir. A l'heure actuelle, la classe politique est divisée autour du traditionnel clivage entre la gauche et la droite, mais également autour de nouveaux clivages au sein de la droite et au sein de la gauche. Il y a au moins deux droites qui s'affrontent entre elles : la droite traditionnelle du Parti populaire (PP) et une droite incarnée par Ciudadanos, plus jeune mais aux idées peu ou prou semblables à celles du PP. De son côté, la gauche est composée de trois ou quatre tendances dont la principale est représentée par le Parti socialiste (PSOE). Comme son concurrent de droite avec Ciudadanos, ce dernier se trouve concurrencé par une "nouvelle gauche" incarnée par Podemos. L'impasse dans laquelle se trouve actuellement l'Espagne en ne parvenant pas à constituer un gouvernement provient tout simplement de l'incapacité de la gauche et de la droite à s'entendre avec les différentes tendances qui les composent chacune.

Quels sont les principaux points de blocage empêchant la constitution d'un gouvernement ?

Il y a deux problèmes essentiels. Le premier problème nous vient de Catalogne. Que faire avec la Catalogne et les Catalans ? Une part importante du blocage actuel est liée à la proposition inédite de Podemos d'organiser un référendum sur l'avenir de la Catalogne. Cette proposition a provoqué un chaos indescriptible dans le débat politique car la question de l'indépendantisme est particulièrement sensible en Espagne. Podemos s'est d'ailleurs retrouvé totalement isolé sur ce sujet, réussissant l'exploit de mettre tout le monde d'accord contre ce projet. Il faut rappeler au passage que les Catalans eux-mêmes sont très divisés sur la question de l'indépendance.

Un autre problème essentiel est la question du financement des autonomies. L'Espagne est un pays extrêmement décentralisé, quasi fédéral, dans lequel les dix-sept autonomies et l'Etat entretiennent des relations complexes. Le débat porte sur la réforme nécessaire de la manière dont l'Etat finance et taxe ces autonomies et surtout redistribue les sommes prélevées. Aucun accord n'a été trouvé jusqu'à présent, ce qui met l'Espagne dans une situation d'a-légalité sur ce point depuis plusieurs années. Les plus riches, c'est-à-dire les Madrilènes, les Valenciens et les Catalans veulent payer moins, quand les plus pauvres que sont les Andalous et les Extremaduriens veulent recevoir davantage. A cela s'ajoute le fait que le Pays Basque a un modèle de financement qui lui est propre. La situation en est d'autant plus inextricable.

Après des années de face à face entre le PP et le PSOE, l'Espagne est-elle rentrée dans une ère de quadripartisme avec l'ascension fulgurante de Podemos et Ciudadanos ?

Non, je ne crois pas. En réalité, il s'agit de divisions internes à la droite et à la gauche, mais il n'y a pas de création de véritables forces vraiment alternatives aux partis traditionnels de gauche et de droite. Les idées entre les deux principaux partis de droite – PP et Ciudadanos – et entre les deux partis de gauche – PSOE et Podemos – sont globalement similaires. Il s'agit surtout d'une question de personnes, de style et de génération. Les difficultés qu'éprouvent la gauche comme la droite pour former une coalition ne trouvent pas leur origine dans de véritables différences idéologiques. Si l'on compare avec la France, la montée du Front national a provoqué le début d'une forme de tripartisme. Le Front national représente une tendance politique ni vraiment de droite, ni vraiment de gauche. Par ailleurs, la répartition des forces électorales est à peu près équitable : environ 1/3 pour la gauche, 1/3 pour la droite et 1/3 pour le FN. C'est très différent en Espagne.

De nouvelles élections sont-elles inévitables ? Si oui quelle est l'issue prévisible du scrutin ?

Si l'on en croit le président Rajoy, il y aura de nouvelles élections fin juin car la situation ne semble pas évoluer vers un déblocage. La majeure partie des commentateurs de la vie politique espagnole vont également dans ce sens. Tout le monde s'attend à ce que ces élections aient lieu. Personnellement, je ne serais pas aussi définitif dans mes pronostics. Tous les sondages montrent que l'issue des élections donnerait exactement le même résultat qu'en décembre, et donc produirait les mêmes blocages par la suite pour former un gouvernement.